

Le 9 octobre, en grève pour le droit à l'emploi !

Cet été, l'annonce du projet de fermeture du site de PSA-Aulnay a remis au centre de l'actualité la question des licenciements. Dans les centres d'appel, l'emploi est aussi gravement menacé depuis l'arrivée de Free qui sert d'excuse à tout le secteur pour réduire ses coûts et délocaliser abondamment. Cette réduction des coûts va sans aucun doute toucher tout le secteur puisque les autres donneurs d'ordres comme Canal +, GDF... et même l'Etat se sont engouffrés dans la brèche pour, dans le futur, faire baisser les prix. Dans cette situation, l'heure n'est pas aux discours hypocrites...

Dans les centres d'appels : Il est temps d'agir !

Entre 3 et 4000 emplois ont déjà été supprimés sur les centres d'appel (CDD et intérimaires renvoyés chez eux, licenciements pour faute et ruptures conventionnelles à gogo...). Mais quand ce n'est pas l'emploi qui est visé ce sont les cadences qui sont augmentées et les conditions de travail qui sont attaquées avec un leitmotiv généralisé : plus de flexibilité. Pour bon nombre de salarié-es avoir une vie privée équilibrée devient un luxe inabordable vu l'organisation des horaires... Nous ne devrions pas choisir entre un emploi et nos conditions de travail...

Des milliers de licenciements en cours ou prévus...

PSA, Sanofi, L'Equipe, TF1, Plysorol, Air France... Pas un jour ne passe sans que nouveaux licenciements ne soient annoncés. Pourtant, les profits du CAC 40 ne se portent pas si mal : 73 milliards de bénéfices nets en 2011.

Dans la rue | contre les licenciements et les suppressions d'emploi ! pour l'interdiction des licenciements !

L'aggravation du chômage pèse sur tout le monde. C'est en effet la peur du chômage qui permet d'imposer bas salaires et précarité. Le chômage fait des ravages dans nos entreprises et dans nos quartiers. Pendant ce temps, du côté du gouvernement, on nous prépare une politique d'austérité : d'un côté les salariés doivent se serrer la ceinture... mais de l'autre le gouvernement ne fait rien contre les patrons qui licencient.

Dans les centres d'appel comme à PSA, dans le public comme dans le privé, ce sont finalement les mêmes questions qui se posent : l'emploi... et en filigrane, les salaires et les conditions de travail.

Nous n'avons pas d'autre choix que de nous mobiliser si nous voulons stopper les suppressions d'emplois dans le public comme dans le privé, si nous voulons nous débarrasser de ce cancer social qu'est le chômage, il faut agir par nous-mêmes !



**Le 9 octobre, pour dire ASSEZ de
perdre notre vie et notre santé
au travail :**

**TOUS et TOUTES EN GRÈVE interprofessionnelle
pour défendre nos emplois et notre revenu !**